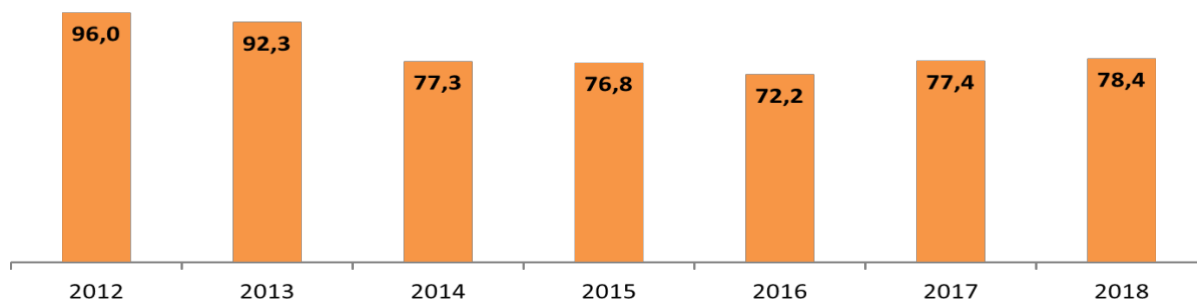


Baromètre de la commande publique Banque des Territoires-AdCF : les résultats de l'année 2018

Ce qu'il faut retenir : La reprise de la commande publique se poursuit mais s'atténue nettement en 2018. Elle est portée, uniquement, par les marchés de services. En effet, alors que la chute des marchés de travaux paraissait enrayée en 2017, l'année 2018 renoue avec une situation de décroissance, que la relative dynamique des marchés de travaux portés par les collectivités locales ne suffit pas inverser.

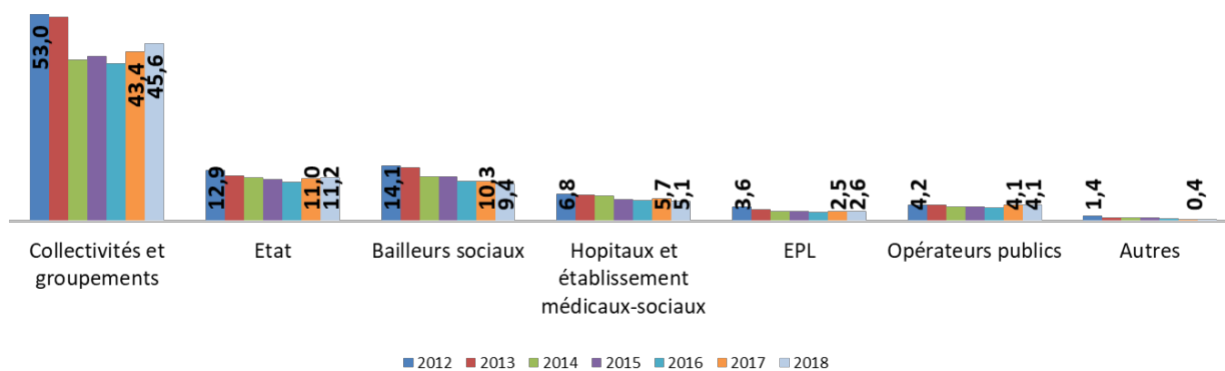
La reprise de la commande publique se poursuit en 2018 mais elle est fortement atténuée (+1,2% contre +7,3% en 2017). Elle atteint plus de 78Md€ et demeure en baisse de -18% depuis 2012.

La commande publique publiée en France (en Md€)

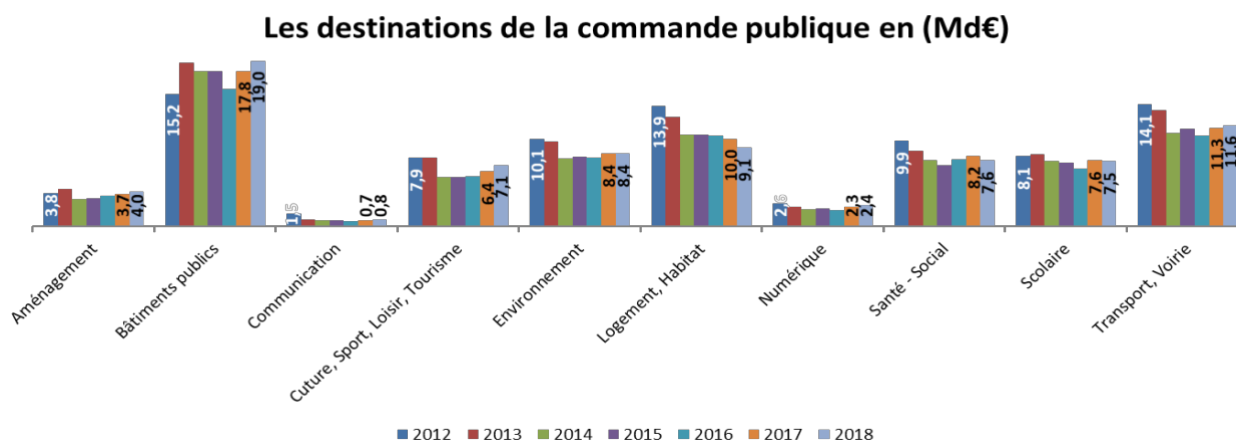


Un focus **par catégorie de donneurs d'ordre** met en évidence que les collectivités territoriales et leurs groupements (intercommunalités à fiscalité propre et syndicats) demeurent des acteurs majeurs dans la commande publique dont le poids (58%) croissant se place loin devant de l'Etat (14%) et les bailleurs sociaux (12%). Pour ces derniers la commande publique a été réduite d'1/3 depuis 2012, la chute se poursuit (-9%) en 2018.

La commande publique publiée (en Md€)

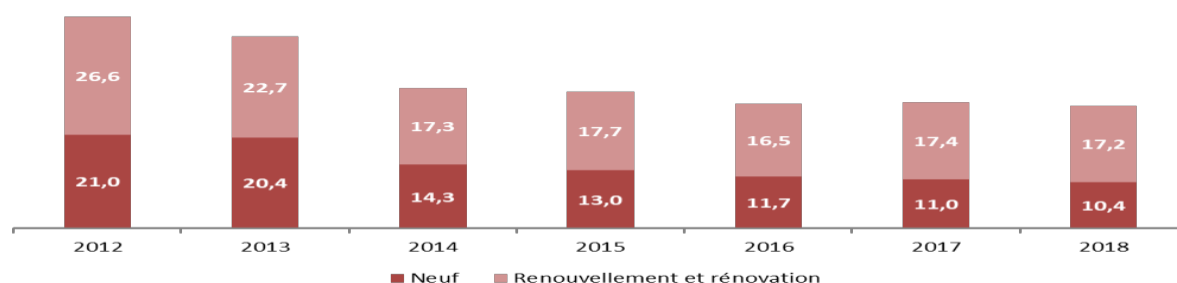


L'analyse **par destination** révèle que la commande publique du logement et de l'habitat poursuit sa décline (-9%) mais, en 2018, cette tendance touche également d'autres secteurs : santé-social (-7%), scolaire (-2%) alors que d'autres poursuivent leur croissance : culture, sports et loisirs (+11%), l'aménagement (+8%), les bâtiments (+7%), le transport et la voirie (+3%).



La **nature des marchés**, tous donneurs d'ordre confondus, révèle que seuls les marchés de service (+6,5%) tirent la commande publique vers le haut en 2018. Toutes les autres formes de marchés décroissent : travaux (-3%), fournitures (-2,3%) et même ingénierie (-2,6%) qui a pourtant connu trois années de hausse ininterrompue. Toutefois, la commande d'ingénierie des collectivités locales et de l'Etat continue de progresser. Par ailleurs, alors que la chute des marchés de travaux était enrayée en 2017, ces marchés se retrouvent en situation de décroissance en 2018. On observe une baisse nettement plus forte pour les travaux neufs (-5,4%) que pour les marchés de rénovation et de renouvellement (-1,4%).

Evolution des marchés de travaux 2012 -2018 (Md€)



Si l'on analyse plus finement les résultats relatifs aux marchés de travaux, on constate que depuis 2012, les marchés de travaux des bailleurs sociaux ont été divisés par deux, en raison de la forte progression des constructions en vente en l'état d'achèvement (VEFA) observée par ailleurs. En définitive, seuls les marchés de travaux des collectivités locales, et principalement des communes, de leurs groupements intercommunalités à fiscalité propre et des syndicats intercommunaux, progressent en 2018 mais ne suffisent pas, à eux seuls, à compenser la décline continue des marchés de travaux des autres maîtres d'ouvrage.

Les marchés de travaux publiés par catégorie d'acheteurs (en Md€)

